



Organisation des Nations Unies

COMPTE-RENDU DE L'ACTUALITE DES NATIONS UNIES EN RDC A LA DATE DU 5 MAI 2021

MONUSCO

REPRESENTANTE SPECIALE :

La Représentante spéciale du Secrétaire général en République démocratique du Congo et Cheffe de la MONUSCO, Bintou Keita, a rencontré hier après-midi le Président Felix Tshisekedi pour évoquer la déclaration d'état de siège qui entre en vigueur le 6 mai dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri.

Cette décision est une décision souveraine qui peut avoir des implications significatives en matière d'assistance humanitaire et de droits de l'homme. La MONUSCO, avec les Agences des Nations Unies, va étudier l'ordonnance en profondeur et fera part aux autorités, en temps opportun et de manière constructive, de ses observations.

La discussion entre le Chef de l'Etat et la Représentante spéciale a porté sur les attentes des autorités en matière de soutien de la part de la MONUSCO afin de restaurer la sécurité dans les deux provinces, ainsi que sur la nécessité de protéger les droits fondamentaux des populations dans la mise en œuvre de l'état de siège.

La MONUSCO prend note du fait que l'état de siège est déclaré pour une période initiale de 30 jours et que son éventuelle prorogation nécessite consultation avec l'Assemblée nationale et le Sénat.

En outre, la Représentante spéciale salue l'investiture du gouvernement et réaffirme la détermination du système des Nations Unies dans son ensemble à soutenir autant que possible les priorités énoncées en matière de sécurité, de renforcement de l'autorité de l'Etat, de promotion des droits de l'homme, d'assistance humanitaire et de développement. La MONUSCO se félicite en particulier de : la détermination exprimée par le Premier ministre de se mettre au travail rapidement, notamment sur des réformes institutionnelles majeures - réforme de la justice et réforme du secteur de la sécurité ; l'engagement personnel pris par le Premier ministre à donner la priorité au DDRCS et à démarrer un programme concret sur la réintégration des anciens combattants sur une base communautaire ; l'accent fort mis sur l'Agenda Femmes Paix et Sécurité, notamment en ce qui concerne la représentation des femmes dans les institutions, la protection de l'intégrité physique des femmes et plus largement, la lutte contre les violences sexuelles.

Enfin, la Représentante spéciale réitère son soutien total à l'appel lancé par l'UNICEF concernant l'utilisation et la manipulation des enfants à des fins politiques. La protection et l'intérêt des enfants doivent être au cœur de nos préoccupations.

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

NORD-KIVU :

Le 3 mai, la MONUSCO a remis 9.000 tests COVID-19 à l'Institut National de Recherche Biomédicale (INRB) à Goma.

Le 3 mai, plusieurs sections (Affaires civiles, Bureau conjoint aux droits de l'Homme, Protection des enfants et Genre) du bureau terrain de Goma en collaboration avec le représentant du gouverneur du Nord Kivu ont initié une série de sessions de formation, axées sur le rôle des femmes dans la protection des civils dans le territoire de Nyiragongo.

27 personnes dont 11 femmes issues de la société civile, des chefs de quartiers et des représentants de la PNC ont pris part à la session. Des formations similaires se poursuivront à Munigi du 6 au 7 mai et à Sake du 11 au 12 mai 2021.

C'est dans ce cadre également que les sections des Affaires politiques, des Affaires civiles et de la Police des Nations Unies (UNPOL) ont rencontré huit représentants d'étudiants pour échanger sur le rôle qu'elles jouent dans l'exécution du mandat de la mission conformément à la résolution 2556. Les représentants de la MONUSCO ont en outre clarifié le soutien apporté aux institutions provinciales et territoriales, aux forces de sécurité et de défense nationales, ainsi qu'aux organisations de la société civile à travers le Petit Nord.

A Goma, le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme a clôturé la semaine dernière une session de formation sur le monitoring des violations de droits de l'homme, en collaboration avec la Coordination Nationale aux Droits de l'Homme (CNDH), représentée par des participants venus de trois provinces, à savoir le Maniema et le Nord et Sud-Kivu. Les échanges et les discussions ont porté également sur comment multiplier des stratégies sur la protection des sources, des témoins, des victimes, mais aussi la protection du défenseur des droits de l'homme lui-même.

Enfin, du 28 au 29 avril, l'équipe chargée de la conduite et de la discipline du personnel de la MONUSCO, en collaboration avec le bureau du Commandant de la Force de la MONUSCO, a organisé une formation des points focaux militaires et des unités formées de la Police des Nations Unies. 70 militaires et policiers ont participé à cette session. La formation organisée par vidéo-téléconférence était répartie sur 8 différents sites (Goma, Bukavu, Bunia, Beni, Kinshasa, Kalemie, Uvira, Kavumu) et a porté essentiellement sur la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels, pour lesquels la MONUSCO applique une politique de tolérance zéro.

KASAI :

La Police des Nations Unies (UNPOL) a remis trois conteneurs préfabriqués dans le cadre de la lutte contre l'insécurité et le grand banditisme dans la ville de Kananga.

De même, dans le cadre de la mise en œuvre du projet d'appui en matériels bureautiques et informatiques au pool de formateurs de la PNC du Kasai Central, il a été organisé une cérémonie officielle de remise d'un lot d'équipement (Bureautique, informatique et solaire) d'une valeur de 10.000 \$ à la PNC du Kasai central. Enfin,

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

une cellule de détention féminine à l'unité de Police P2 de la ville de Kananga, d'un coût de 9.500 \$, a été inaugurée en présence des autorités de la Province du Kasai central.

KINSHASA :

Dans le cadre de l'acte d'engagement du Plan d'action triennal de lutte contre les violences sexuelles au sein de la Police Nationale Congolaise, une formation au profit de 40 cadres de commandement a été organisée à Kinshasa avec le Département de Protection de l'Enfant et de Prévention des Violences Sexuelles (PEPVS en sigle) de la Direction de Sécurité Publique, en concert avec l'Unité Genre de la Police des Nations-Unies. Cette formation visait à accélérer la mise en pratique de la politique du Gouvernement de tolérance zéro en matière de violences sexuelles au sein de la Police Nationale Congolaise.

SITUATION MILITAIRE

(Par Major MOHAMED OUHMMI du bureau du porte-parole militaire de la MONUSCO)

Au cours des deux dernières semaines, la Force a continué de mener des opérations dans ses zones de responsabilité en réagissant énergiquement aux incursions des groupes armés qui se sont récemment avérées en augmentation à divers endroits. La Force a pu mener au total 4. 266 activités opérationnelles, dont des patrouilles de jour et de nuit, des patrouilles conjointes, des escortes et des reconnaissances aériennes. La Force a continué de travailler en étroite coordination et coopération avec les forces de sécurité de l'État pour assurer la protection des civils.

En outre, la Force a utilisé ses ressources de génie militaire pour participer à divers projets d'appui à la population, en étroite coopération avec le gouvernement local, tels que le renforcement de la route Gina-Fataki (RN-27), l'amélioration d'un pont à Budana, la réfection d'un pont à Sange et la réhabilitation rapide des voies de service à l'aéroport de Bunia. Ces activités témoignent de la détermination et de l'engagement de la MONUSCO envers le peuple de la RDC et le mandat de l'ONU.

Au niveau opérationnel, les unités de la Brigade d'intervention de la Force (FIB) ont continué à mener une action rapide et vigilante, en lançant des Forces de réaction rapide dans des zones vulnérables ciblées pour dissuader les groupes armés et protéger la population. Les autres forces de la MONUSCO de la FIB ont également mené des opérations conjointes avec les FARDC pour empêcher les incursions ennemies, déjouer les crimes, dominer la zone des opérations et anticiper tout problème de protection des civils. La présence constante des Forces dans les principaux points chauds a assuré la sécurité dans la zone et garanti la liberté de mouvement.

Par exemple, dimanche 25 avril, après avoir été informés d'une attaque de présumés ADF dans le village de Mandumbi, les troupes de la brigade d'intervention ont rapidement déployé des patrouilles aux côtés de leur partenaire FARDC ; cette intervention a limité les dommages qui auraient pu survenir.

De même, dans la nuit du lundi 26 avril, alors qu'ils répondaient à une alerte dans le village de Schubert, sur le territoire de Mahagi, des soldats de la paix du Bangladesh ont ouvert le feu pour repousser

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

une attaque de membres présumés de la milice du CODECO qui venaient de blesser deux civils. Sous la forte présence de la Force de la MONUSCO, les assaillants présumés ont fui le village, où les casques bleus ont patrouillé toute la nuit pour empêcher tout acte de représailles.

Dans le cadre des efforts de collaboration, une réunion de coordination a eu lieu le 28 avril 21, entre le commandant de la Force intérimaire de la MONUSCO et le commandant adjoint des FARDC chargé des opérations. La réunion a porté sur la situation actuelle en matière de sécurité sur le territoire de Beni. Ces réunions garantissent que les opérations conjointes organisées atteignent les objectifs escomptés. La MONUSCO est également en train de construire une base militaire pour les troupes des FARDC à Kididiwe, entre autres, afin de renforcer la présence des troupes congolaises sur ce territoire et de mieux protéger les civils. Cela permettra aux FARDC de mieux s'installer afin de sécuriser les différents emplacements qui bénéficieront d'une telle initiative.

Les actions des Secteurs dans les zones sensibles ont permis de dissuader et atténuer la menace et la violence, tout en assurant la sécurité et la protection des civils. La présence des casques bleus a assuré la protection et la stabilité locales avec des patrouilles de domination robustes, un engagement efficace contre les groupes armés et un soutien constant aux forces de sécurité locales. Les forces de la MONUSCO dans le secteur nord et la FIB, après avoir été ciblées par des groupes armés, ont fermement riposté et ont réussi à repousser les attaques. La Force poursuivra tous ses efforts pour soutenir et promouvoir son mandat pour apporter la stabilité et la paix en RDC.

Enfin, la Force a déployé une unité de combat à Kahololo au Sud-Kivu pour protéger les civils récemment déplacés.

EQUIPE DE PAYS :

UNICEF :

Déclaration de la Représentante adjointe de l'UNICEF en RDC, Katya Marino

Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) plaide pour que le Gouvernement de la République démocratique du Congo prenne des mesures appropriées pour prévenir l'utilisation et la manipulation des enfants à des fins politiques.

L'UNICEF rappelle également à la population que les enfants ne devraient pas être utilisés dans des manifestations « populaires ».

Nous exhortons les leaders des partis politiques partout dans le pays à cesser d'utiliser les enfants en les manipulant de diverses manières.

Ces actes constituent une violation des droits de l'enfant dans la mesure où ils affectent notamment le rythme et la présence des enfants à l'école et peuvent faire courir aux enfants des risques élevés. L'UNICEF et les

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlcy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

acteurs de protection de l'enfance ont en effet été alertés par des incidents affectant des enfants pendant les manifestations dont des blessures par balle, décès et incarcérations d'enfants.

Nous lançons un appel aux autorités et à toutes les forces vives du pays, y compris à la société civile et aux parents, pour qu'ils redoublent d'efforts afin d'appuyer les acteurs de la protection de l'enfance dans leur lutte contre la manipulation des enfants à des fins politiques, manipulation qui les expose à des risques importants de violences ou d'arrestations en violation des dispositions de la Loi Portant Protection de l'Enfant mais aussi de la Convention de Internationale des Droits de l'Enfant.

L'UNICEF plaide pour l'instauration d'un environnement protecteur qui contribuera à prévenir et à combattre la violence, la maltraitance et l'exploitation des enfants afin d'assurer autant que faire se peut la survie et l'épanouissement de l'enfant, moyennant une tolérance zéro pour toutes les formes de violence à leur égard.

LIBERTE DE LA PRESSE :

Lundi a été célébrée la Journée internationale de la liberté de la presse. Dans son message pour l'occasion, le Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, a souligné qu'un journalisme libre et indépendant est notre meilleur allié dans la lutte contre les informations fausses et trompeuses. Aujourd'hui, nous célébrons le trentième anniversaire de la Déclaration de Windhoek pour le développement d'une presse africaine libre, indépendante et pluraliste. Bien que les médias aient radicalement changé ces trente dernières années, l'appel urgent lancé dans la Déclaration en faveur de la liberté de la presse et du libre accès à l'information est plus pertinent que jamais.

EBOLA :

Lundi 3 mai a marqué la fin de la 12ème épidémie de la maladie à virus Ebola en République démocratique du Congo (RDC), trois mois seulement après la notification du premier cas au Nord-Kivu. L'épidémie d'Ebola qui a réapparu en février est survenue neuf mois après qu'une autre épidémie dans la même province avait été déclarée terminée.

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) félicite les autorités de la RDC et les agents de santé sur le terrain pour leur réponse rapide qui s'appuie sur l'expérience du pays dans la lutte contre les flambées d'Ebola. Cette épidémie est la quatrième que le pays connaît en moins de trois ans. Onze cas confirmés et un cas probable, six décès et six guérisons ont été enregistrés dans quatre zones de santé du Nord-Kivu depuis le 7 février.

Dans un communiqué, le Coordonnateur humanitaire en RDC, David McLachlan-Karr, a souligné que la fin de l'épidémie signe le début des activités post-Ebola. Un nouveau plan post-Ebola est en cours de finalisation et viendra renforcer le précédent. « Nous espérons que la maladie à virus Ebola ne reviendra plus en RDC mais si c'était le cas, les équipes sur place ont toutes les compétences et les moyens d'y faire face », a-t-il déclaré.

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06